

La Lettre des élus communistes et apparentés

n°6 - Janvier 2009



13.500

suppressions de postes dans l'éducation nationale pour la rentrée 2009, qui s'ajoutent aux 11.200 de 2008. 3000 postes Rased (Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) rayés de la carte, ce qui pénalise les enfants des quartiers populaires. Dans la mire du gouvernement : mettre fin à l'école maternelle, mettre à bas l'école de la République, l'école de Jules Ferry ! Ces chiffres le prouvent.

Conseil municipal de la ville de Vénissieux du 16 décembre 2008



MOBILISATION ! RESISTANCE ! REBELLION !

Des menaces sur l'école en coup d'Etat contre les collectivités, de Big Bang territorial en crise financière, de criminalisation des jeunes enfants à la mise au pas des juges, de très grande pauvreté en gaspillages fabuleux, le gouvernement Fillon sous la houlette Sarkozienne n'en finit pas de mettre à mal l'édifice républicain issu de la Résistance et des mouvements populaires du XX^{ème} siècle. Les lycéens, les parents d'élèves, les enseignants occupent la rue et les écoles. Les vagues de protestation s'inscrivent à la une de la presse :

«Mobilisation tous azimuts»
«Ces profs qui entrent en résistance»
«Coup de semonce des lycéens»
«La fronde continue»
«La grogne ne faiblit pas»
«Une longue nuit des écoles»
«Mobiliser pour sauver l'école»

L'action paie, la protestation, la rébellion populaires font reculer le ministre Darcos. Le combat continue. Les lycéens se remobilisent dès la rentrée. C'est l'avenir de notre jeunesse, des tout-petits aux jeunes adultes qui est en cause. Debout, encore debout, dès les premiers jours de 2009 !!

Henri Thivillier

Président du groupe des élus communistes et apparentés

// Dossier

Il n'y a plus à tergiverser, il faut résister. Les attaques systématiques de Xavier Darcos, ministre de l'éducation nationale, et du gouvernement Fillon ont un objectif clair : mettre fin à l'école républicaine, à l'école de Jules Ferry. Du service minimum d'accueil à la suppression des postes RASED, de la création des jardins d'éveil pour les 2-3 ans aux coupes sombres budgétaires 2009 pour le monde enseignant, l'Etat tire à boulets rouges sur l'éducation nationale. Reportage et état des lieux à Vénissieux où la mobilisation est en place et où l'opposition en perd son latin !

L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE MISE AU BAN

Qui l'eut cru ? Les 250 personnes qui ont assisté au conseil municipal -affluence impressionnante qui confirme qu'on ne touche pas impunément à l'école laïque et gratuite sans se brûler les doigts- ont dû rester bouche bée. Retour sur le conseil municipal du 16 décembre. Les rapports 1,2 et 3 sont mis aux voix. Ils concernent les refus de l'application du service minimum d'accueil et de la suppression de la scolarité de 2 à 3 ans. Résultat des courses : adoptés à l'unanimité !!! (du moins dans un premier temps, cf *Les échos du conseil* p4) Faut-il y voir la naissance d'un front républicain ? On peut en douter, même si c'est l'école qui est en jeu. Faut-il s'acheter, pour décrypter les votes de l'opposition en forme de reniement, un ouvrage pédagogique : «les votes de la droite en dix leçons»... Une chose est sûre : la municipalité, le groupe des élus communistes et les forces progressistes de Vénissieux sortent plus que jamais renforcés car eux, et eux seuls, s'opposent depuis des mois aux mesures régressives du gouvernement Fillon - (nombreux) courriers à l'inspecteur académique, soutien aux enseignants, mobilisation de tous les instants sur les enjeux et conséquences de la suppression



de l'école maternelle, défense du droit de grève, droit inaliénable s'il en est -. Il est vrai qu'il est plus facile de s'y opposer quand on défend des valeurs ancrées au cœur même d'une République solidaire, égalitaire et laïque.

Faire face, faire front

Au-delà de cette séance mouvementée du conseil municipal -ubuesque dans l'opposition, mobilisatrice dans la majorité-, les parents d'élèves et enseignants qui sont intervenus en préambule de l'examen des rapports ont mis en exergue le péril et les déséquilibres sociaux que vont créer la suppression des postes

+ - Venez assister au prochain Conseil municipal -

le lundi 19 janvier 2009, à 18h30
salle Jacques Duclos (3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville)

RASED et la création des jardins d'éveil, réservés aux familles qui auront les moyens de se les payer. Les autres, à savoir les enfants dont les parents sont dans la difficulté, alimenteront le bataillon auquel on ne permet pas d'accéder librement et gratuitement au savoir, à la connaissance, à l'ouverture d'esprit et à la socialisation. Ce bataillon, vingt ans plus tard, constituera une main d'oeuvre idéale, maléable à souhait, sous-payable à volonté.

«Jules Ferry, ils sont devenus fous !», s'est écrié André Gerin. «La modification des règles de calcul pour l'accueil des enfants de moins de 3 ans a été décidée sans concertation pour la rentrée 2008/2009», ajoutait Christian Falconnet, adjoint à l'éducation, «de 1/3 des effectifs de trois ans pris en compte,

on passait à 1/5, soit 25% de nos écoles. Or à la rentrée, c'est plus de 200 enfants qui n'ont pas été scolarisés et qui étaient pourtant inscrits, et la plupart dans les écoles en réseau d'éducation prioritaire là où ils doivent tous, je dis bien tous !, être pris en compte».

Par la voix d'Evelyne Bérout, conseillère municipale, le groupe des élus communistes appelle tous les acteurs, tous les progressistes «à mettre en échec la politique éducative du gouvernement par un puissant mouvement social, car les actions conjointes des parents, enseignants, des élus et les premiers reculs du gouvernement, notamment celui de Xavier Darcos sur la réforme des lycées, nous ouvrent le chemin des possibles!». Il en va de l'avenir de nos enfants.

SMA, NON MERCI !

Le 19 novembre 2008, le Tribunal administratif a débouté le préfet de sa demande en référé contre les neuf communes de l'agglomération lyonnaise qui n'avaient pas appliqué le Service Minimum d'Accueil. Une première victoire pour tous ceux qui s'opposent à cette loi, y compris l'Association des Maires de France qui appelle de son côté «à un dialogue responsable de tous les ministres et à un respect des maires». Nonobstant les difficultés rencontrées pour mettre en oeuvre le SMA, la délibération de Vénissieux demande la révision de la loi et la suspension des procédures engagées par les tribunaux administratifs.

«Que d'inégalités en perspective!»

INTERVIEW DE EVELYNE BÉROUD ET VÉRONIQUE FORESTIER, CONSEILLÈRES MUNICIPALES, RESPECTIVEMENT ENSEIGNANTE ET PARENT D'ÉLÈVE



Vous êtes très investies dans les écoles de Vénissieux auprès des parents d'élèves et enseignants. Que pensent-ils du SMA et de la suppression programmée de l'école maternelle ?

► EVELYNE BÉROUD

ET VÉRONIQUE FORESTIER : «Pour les enseignants, le Service Minimum d'Accueil fait partie d'un ensemble de mesures qui visent à réduire le droit syndical et de grève des enseignants du 1er degré : déclaration d'intention de grève 48 heures à l'avance, limitation du droit à l'information syndicale sur le temps de travail... La prise de position sans équivoque de la municipalité est, pour eux, importante. Pour les parents, c'est une manière de monter les parents contre les enseignants et c'est faire porter la

responsabilité sur les municipalités. Parents et enseignants réaffirment, par leurs luttes, les enjeux de l'école maternelle dans le cursus d'apprentissage des enfants.»

Lors de leur visite à Vénissieux, Fadela Amara, secrétaire d'Etat à la politique de la Ville, et Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, ont annoncé le projet de jardins d'éveil pour les enfants de moins de trois ans. Les parents ont-ils conscience qu'ils vont devoir payer pour «scolariser» leurs enfants ?

► **E.B ET V.F :** «Oui, la FCPE départementale a interpellé Xavier Darcos dans une lettre ouverte. Les parents indiquent que ces jardins d'éveil feraient uniquement fonction de garderie et la charge financière serait supportée par les familles et les collectivités locales. Que

d'inégalités en perspective !»

Le report de la réforme Darcos relative aux lycées a-t-il modifié la donne ? Sentez-vous un vrai front se constituer pour défendre l'école de la République ?

► **E.B ET V.F :** «La dernière assemblée générale du 18 décembre a réuni des parents et des enseignants du 1er et du 2nd degré. Le calendrier des actions pour le mois de janvier a été fixé : une soirée le 20 janvier pour échanger et élargir la mobilisation, des distributions de tracts sur les marchés et la participation aux initiatives des 17 et 29 janvier. L'annonce du gouvernement n'a pas eu d'effets sur la mobilisation, par contre, la soirée du 16 décembre 2008 au conseil municipal a été saluée comme un moment important dans les luttes en cours.»

► Vous avez dit logement social ?

En matière de communication et d'effets d'annonces, Nicolas Sarkozy est un prestidigitateur. Dans son discours sur le plan de relance à Douai, début décembre, le président a annoncé la construction de 100.000 logements sociaux supplémentaires. Un : il s'agit en fait de 70.000 logements car sont inclus dans l'annonce les 30.000 logements programmés dont l'Etat avait déjà annoncé le rachat. Deux : qui finance le projet ? L'Etat, avec un budget du logement en baisse de 6,9% en 2009 ? L'ANRU, dont il vient de réduire au strict minimum sa subvention en demandant au 1% logement d'en assurer le financement ? Les collectivités auxquelles on ne cesse de rogner les dotations ? A moins que le CAC 40 ou le Père Noël...

► Lutte contre la pauvreté : un enjeu capital

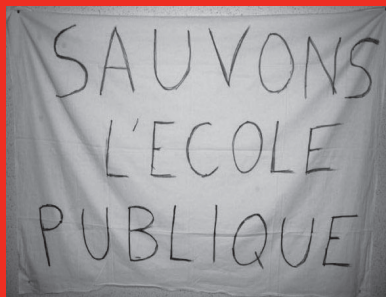
A l'initiative de la section PCF de Vénissieux, un rassemblement contre la pauvreté et pour la défense de l'emploi a eu lieu place Léon-Sublet, mercredi 17 décembre, réunissant quelque 150 personnes. L'enjeu est de taille alors que l'année 2009 s'annonce dévastatrice en matière d'emplois et de précarité pour les salariés. C'est ce qu'ont rappelé Serge Truscillo, secrétaire de section du PC de Vénissieux, André Gerin et Chaïneze Kabouya pour le PS, lesquels ont pris à tour de rôle la parole. Pour le député-maire du Rhône, la lutte qui s'annonce doit faire l'objet d'un débat profond et interne aux partis progressistes afin de dépasser les problématiques et cadres de réflexion actuels.

LES INTERVENTIONS AU CONSEIL MUNICIPAL



**JULES FERRY,
ILS SONT DEVENUS FOUS !**

PAR **ANDRE GERIN**



**VERS UNE SÉLECTION
DE L'ENFANT PAR L'ARGENT...**

PAR **CHRISTIAN FALCONNET**



**LA PRIVATISATION DE L'ÉCOLE
S'ACCÉLÈRE**

PAR **EVELYNE BEROUD**

« Là comme ailleurs, l'insertion dans la mondialisation suppose qu'on en finisse avec l'exception française, l'école de Jules Ferry. Il faudrait faire de l'école une société prestataire de services qui a des «clients», il faudrait l'annihiler comme institution politique pour faire place nette à la loi du marché. Mais surtout, il faudrait la détruire pour détruire du même coup la République... Jules Ferry, ils sont devenus fous ! Mais l'union du peuple de France peut encore faire reculer le gouvernement Fillon-Sarkozy et défendre un grand service public de l'école que l'on a abandonné en 1984 avec la loi Savary »

« Le 7 novembre 2008, Fadela Amara et Nadine Morano sont venues pour une visite ministérielle à Vénissieux. Par deux fois, Monsieur le Maire leur a exposé le problème de ces enfants non scolarisés. Elles furent muettes sur le sujet. Le lendemain, dans Le progrès, elles annonçaient la création des jardins d'éveil ! En clair, Xavier Darcos veut supprimer la scolarisation des tout-petits (donc des moins de 3 ans). A la place on créerait des jardins d'éveil, encadrés par des ATSEM et non des enseignants, à la charge des mairies et des parents qui passeraient à la caisse. Ça nous amènera vers une sélection de l'enfant par l'argent »

« Alors même que l'Etat étrangle financièrement les collectivités locales, il se décharge sur elles des missions garantes de la cohésion nationale. De fait, la privatisation de l'école s'accélère. Les contrats de droit privé se multiplient dans l'école, une agence de remplacement est créée permettant le recrutement de personnels non formés, à moindre coût. Le plan Espoir Banlieue autorise les écoles privées à bénéficier de fonds publics pour s'installer dans nos quartiers. Ces mêmes écoles, profitant de l'abandon de la scolarisation à 2 ans, se portent déjà candidates pour accueillir les futurs jardins d'éveil dans leurs stuctures »

Conseils de quartier

ELECTIONS DES DÉLÉGUÉS LE 14 MARS

Il n'a pas fallu le cadre législatif de la loi du 27 février 2002 pour que la Ville de Vénissieux prenne toute la mesure du rôle joué par les conseils de quartier dans le domaine de la démocratie de proximité, de la vie participative et de l'action collective au service de tous les Vénissiens. C'est un lien citoyen et politique fort entre les habitants, les élus et les services de la Ville. Dans notre commune, les conseils de quartier existent depuis 1989 (soit treize ans avant l'obligation de la loi !) et ils sont maintenant au nombre de 13, regroupés en 6 territoires. Depuis la dernière élection municipale en 2008, les deux délégations ont été confiées à Edith Chagnard-Peillard et Chaïneze Kabouya. Elus le 10 février 2007, les délégués de quartier vont être renouvelés lors de nouvelles élections qui auront lieu le samedi 14 mars 2009, de 9h à 18h. Ces derniers seront désignés pour une période de trois ans, le nombre de délégués étant fixé à 6, 8 ou 10 selon le nombre de ses habitants. Avant ce grand rendez-vous participatif du 14 mars, chaque conseil de



Avec Chaïneze Kabouya, Edith Chagnard-Peillard, adjointe, est en charge des conseils de quartier

quartier tiendra ses assemblées générales tout au long des mois de janvier et février 2009 au cours desquelles les bilans d'activités, les projets et réalisations à envisager feront l'objet d'échanges entre les résidents, délégués et élus de la Ville. Le groupe des élus communistes et apparentés invite tous les vénissiens à participer activement à ces assemblées, tout comme au scrutin du 14 mars prochain. Sous le feu des lois iniques du gouvernement Fillon et du désengagement de l'Etat, la démocratie participative constitue un rempart citoyen et civique fort aussi bien indispensable que nécessaire par les temps qui courent..

L'AGENDA 2009

Le 8 janvier : Assemblée générale départementale des collectifs locaux (enseignants et parents d'élèves) en lutte contre la politique de Xavier Darcos à la Bourse du Travail à 18 heures à Lyon. **Le 10 janvier** : La ville de Vénissieux accueille les nouveaux habitants à l'Hôtel de Ville à 10 heures. **Le 16 janvier** : André Gerin et l'équipe municipale adressent leurs vœux aux associations vénissiennes, salle Joliot-Curie à 18 heures. **Le 21 janvier** : Après le conseil municipal extraordinaire à Mions, l'association PARFER appelle à une manifestation nationale à Paris pour que le secrétaire d'Etat chargé des Transports, Dominique Bussereau, prenne en compte les revendications des riverains du Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise (CFAL). **Le 29 janvier** : A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, grande journée nationale de mobilisation interprofessionnelle pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics. **Le 26 février** : A la Mairie, commission générale publique sur les finances et budget de la Ville à laquelle sont conviés les Vénissiens, les forces progressistes, associations et syndicats.

CRISE INDUSTRIELLE

DÉFENDRE LE SUD-EST LYONNAIS

La crise financière, qui s'est reportée sur le secteur économique, risque de faire des ravages dans la production industrielle de notre pays et, par ricochets, dans l'agglomération lyonnaise. L'automobile et le bâtiment sont les premières victimes du ralentissement de l'activité. Chômage partiel, plans sociaux, chute libre de l'emploi intérimaire : en trois mois, 71000 emplois ont été détruits en France alors que la production industrielle dans notre pays s'effondrerait de 2,7% en octobre. En Rhône-Alpes, pas un département n'est épargné par cette hémorragie qui devrait s'amplifier en 2009.

On l'aura compris, la crise ne frappe pas à la porte, elle est déjà dans les murs. Même si certains profitent du contexte actuel pour procéder à des licenciements «préventifs», donc abusifs !, l'heure n'est pas aux digressions, l'heure est à l'action, urgente, immédiate, ciblée. C'est la raison pour laquelle le groupe des élus communistes soutient activement la création du Conseil de développement industriel de Lyon Sud Est impulsé par André Gerin et le président de la CCI de Lyon, Guy Mathiolon.

Le carnet de route de ce nouveau comité, dont les acteurs économiques et associations d'entreprises du territoire sont partie prenante, est déjà tracé. Défendre l'emploi et les métiers, relocaliser des entreprises expatriées, renforcer «l'entrepreneuriat», élaborer un engagement social des entreprises par le biais d'une charte partenariale de territoire autour des métiers, de l'emploi-formation, réinventer le rapport habitat-travail et l'intégration de l'entreprise dans son



environnement urbain, repenser les dessertes pour optimiser les approvisionnements et livraisons, le chantier est immense, complexe et de toute première importance.

«Avec la crise financière, la France paye cash l'abandon industriel depuis Georges Pompidou. La France est blessée, malade des ogres de la finance, victime de ce que j'appelle le pétainisme industriel. Il faut relancer la croissance par la consommation, par le pouvoir d'achat des salaires, des pensions, des retraites et mettre en place un véritable plan ORSEC pour l'industrie et les PME/PMI de moins de 20 salariés», a prévenu André Gerin, qui s'adressait à François Fillon lors des questions au gouvernement du 9 décembre 2008. Sans cette volonté politique, l'industrie française des prochaines décennies pourrait bien se transformer en jachère. Et des dizaines de milliers d'emplois partir en fumée. L'enjeu est de taille pour l'appareil productif en France et pour l'intégration des jeunes générations dans le monde du travail.

LES ECHOS DU CONSEIL

EMBROUILLAMINI EN DEUX TEMPS: on appelle ça un meli-melo, un imbroglio, un micmac, un pataques, une valse à deux temps. Lors du conseil municipal du 16 décembre, la délibération relative au refus d'appliquer le service minimum d'accueil à Vénissieux est adoptée à l'unanimité. Du moins, dans un premier temps ! Car vient ensuite le second, celui de la confusion. Maurice Iacovella se rétracte alors, Christophe Girard fulmine alors, les deux veulent bien adopter le rapport à condition que ne soit pas entériné le refus de la loi mais qu'elle fasse l'objet d'un nouvel examen en concertation avec l'Etat. Or, dans l'exposé des motifs du fameux rapport 1, il est écrit noir sur blanc à deux reprises : «par courrier en date du 16 septembre 2008 adressé à l'Inspecteur d'Académie, la Ville a clairement affiché son opposition à la mise en oeuvre de ce dispositif»... puis un peu plus loin «par la présente délibération, l'équipe réaffirme publiquement son opposition politique à la mise en oeuvre du SMA pour les raisons suivantes...». Re-vote : du coup, Maurice Iacovella s'y oppose, du coup Guy Renaud s'abstient, du coup l'UMP n'y participe pas, ou plus. Au final : la délibération contre l'application du SMA est adoptée, les enseignants sont soulagés, ils ont encore le droit de battre le pavé pour dire non au projet du ministre bien nommé, Darcos de son prénom Xavier !

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions par courrier
au Groupe des élus communistes et apparentés, - 5 avenue Marcel-Houël, 69200 Vénissieux-,
par mail à : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe <http://gec.venissieux.org/>